

## Études littéraires africaines

# Les acteurs africains de la « bibliothèque coloniale » : écrits, imaginaires et coproduction des savoirs

Ophélie Rillon



Numéro 48, 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1068439ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1068439ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA)

### ISSN

0769-4563 (imprimé)

2270-0374 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce document

Rillon, O. (2019). Les acteurs africains de la « bibliothèque coloniale » : écrits, imaginaires et coproduction des savoirs. *Études littéraires africaines*, (48), 170–173. <https://doi.org/10.7202/1068439ar>

## Les acteurs africains de la « bibliothèque coloniale » : écrits, imaginaires et coproduction des savoirs

Fruit d'une recherche de longue haleine, *Les Hussards noirs de la colonie* constitue un ouvrage pionnier et foisonnant qui croise l'histoire de l'éducation, l'histoire des savoirs et l'histoire des intellectuels africains en situation coloniale. Faisant preuve d'une grande érudition et d'un véritable « goût de l'archive »<sup>21</sup>, ses auteurs, Céline Labrune-Badiane et Étienne Smith, nous entraînent sur plus de 700 pages dans les écrits de l'élite scolaire et enseignante issue de la fédération de l'Afrique Occidentale Française, formée pour une grande part sur les bancs de l'école William Ponty au Sénégal. Ils explorent la part prise par les instituteurs africains dans la fabrique de la « bibliothèque coloniale », cet ensemble de savoirs et de connaissances qui ont contribué à « inventer l'Afrique »<sup>22</sup> comme entité autre. Alors que le rôle de ces intellectuels avait été occulté par l'administration coloniale, que leurs travaux ont pu être suspectés de compromission avec le pouvoir colonial ou encore considérés comme une littérature de seconde zone (notamment par Léopold Sédar Senghor), l'ouvrage dévoile l'implication plurielle et intense de ces « compagnons obscurs » de la science coloniale » (p. 18). Il éclaire la manière dont les savoirs coloniaux ont été coproduits dans l'espace impérial. Inlassablement, au gré des époques et des demandes de leur hiérarchie, les instituteurs ont collecté des données sur leurs propres sociétés, réalisé des enquêtes ethnographiques, rédigé des monographies pour le compte des services d'enseignement et de recherche de l'administration coloniale, mais aussi pour leur propre intérêt scientifique. Ils se sont également invités dans les débats qui, tout au long de la période, ont entouré les politiques scolaires coloniales, entre les tenants de l'adaptation de l'école, les partisans de l'assimilation culturelle et les adeptes du métissage. Si les élites africaines se sont parfois opposées de façon virulente aux conceptions coloniales, elles étaient loin de former un groupe homogène et de partager les mêmes idées, comme en témoignent les controverses des années 1930-1940, notamment entre le Soudanais Fily Dabo Sissoko et les Sénégalais Ousmane Socé Diop et Léopold Sédar Senghor, autour de la mondialisation culturelle.

Construite en six chapitres chrono-thématiques, l'enquête mobilise des sources européennes et africaines (toutes rédigées en langue

<sup>21</sup> FARGE (Arlette), *Le Goût de l'archive*. Paris : Seuil, coll. La librairie du XX<sup>e</sup> siècle, 1989, 152 p.

<sup>22</sup> Nous empruntons ces deux expressions à V.Y. Mudimbe.

française) pour écrire, selon la formule de Romain Bertrand, une « histoire à parts égales »<sup>23</sup>. Ce croisement de regards redonne aux acteurs africains une place centrale dans cette histoire intellectuelle et scientifique, sans pour autant gommer les rapports de domination qui se jouent dans les arènes de production des savoirs. Analysant la marge de manœuvre des instituteurs africains face au cadre de pensée coloniale, l'ouvrage montre combien l'accès à l'écriture, ses modalités et le contenu des savoirs diffusés relevaient de négociations quotidiennes. Il dévoile la façon dont les instituteurs africains se conformaient aux canevas prédéfinis par l'administration coloniale tout en invitant à explorer les textes cachés des discours, suivant la méthode des « études subalternes ». Car c'est bien dans les écarts et équivoques que surgit le for intérieur de ces auteurs, tiraillés entre le nouvel éthos scolaire à intégrer et l'injonction à garder une « juste » distance : « Parfois, je me sentais incertain, comme ballotté dans un univers irréel », écrit l'instituteur nigérien Boubou Hama (p. 439).

Moins qu'une histoire de l'école, ce travail se situe donc dans le sillage d'une riche historiographie sur la formation et la socialisation des élites et intermédiaires africains passés par les bancs de l'école coloniale. Alors que les précédentes recherches d'histoire sociale avaient, en partie, laissé de côté la question de leur production textuelle, ces sources forgent la matrice de la réflexion proposée ici, s'inspirant de l'essor de travaux anglophones sur la coproduction des savoirs et les écrits du quotidien en contexte colonial. Pour ce faire, les auteur·e·s ont collecté et étudié un vaste corpus de textes rédigés par ces lettrés africains, entre la première guerre mondiale et les indépendances. Les bornes chronologiques choisies correspondent à la période de parution du *Bulletin de l'enseignement de l'Afrique occidentale française*, créé en 1913, devenu *L'Éducation africaine* en 1934, avant de disparaître en 1959. Destinée aux colonies ouest-africaines, cette revue était certes considérée comme un espace intellectuel périphérique, mais elle constitue une source jusque-là non exploitée de la production textuelle africaine avec 228 articles recensés et 166 auteurs africains. Indéniablement, le masculin l'emporte dans cette prise de parole, tant les femmes constituent une part infime de cette production : une seule auteure a été relevée parmi les contributeurs du *Bulletin*, l'institutrice M<sup>me</sup> Keita Aoua Thierno qui déplore la faiblesse de l'enseignement féminin en 1951 (p. 580). Adoptant une analyse systématique des sources, l'ouvrage

<sup>23</sup> BERTRAND (Romain), *L'Histoire à parts égales. Récits d'une rencontre, Orient-Occident (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup>)*. Paris : Seuil, coll. Histoire, 2011, 653 p.

nous plonge dans la fabrique des textes, dans le jeu de la langue, les imaginaires, échos et interactions qui se tissent entre les auteurs, soulignant combien la question de l'autorat et de la réécriture constituent un véritable défi méthodologique dans l'analyse de ces matériaux. Sans se limiter au *Bulletin*, les auteur·e·s ont élargi leur corpus pour y intégrer des textes parus dans la presse généraliste (*Outre-Mer*, *Notes africaines*, *Dakar Jeune*), les devoirs d'élèves-instituteurs (à l'exemple des « cahiers Ponty »), des mémoires et récits autobiographiques, ou encore des correspondances privées (souvent saisies par la police coloniale) et les réponses d'instituteurs aux grandes enquêtes lancées par l'administration coloniale à partir de 1929. On ne peut qu'être impressionné par l'ampleur de la collecte et le travail de dépouillement requis. Ce foisonnement de matériaux montre l'importance de la triangulation des sources : si certaines questions – notamment d'ordre politique – sont absentes des colonnes du *Bulletin*, et plus largement des espaces d'écriture encadrés par l'administration coloniale, elles ne sont pas ignorées par les instituteurs africains et c'est dans leurs écrits personnels que se déploient les plus vives critiques du système éducatif, de l'exploitation des ressources et des individus, du racisme et, au final, de l'ordre colonial.

À travers l'analyse des écrits d'instituteurs, cette recherche campe les trajectoires de ces écrivains et leurs relations – parfois complices, souvent conflictuelles, toujours asymétriques – avec leurs collègues européens et les institutions coloniales. Si l'approche biographique n'est pas une entrée analytique de l'ouvrage, au fil des pages sont esquissés les parcours professionnels et intellectuels d'individus qui deviendront, pour certains, de grandes figures littéraires et politiques ouest-africaines ; des individus dont les vies ont aussi été marquées par une forte mobilité, tant leur scolarisation et leurs affectations professionnelles les ont amenés à circuler de façon intense au sein de la fédération et parfois au-delà, en métropole. Certaines de ces données biographiques, éparpillées dans le volume, sont publiées sur le carnet de recherche associé, *Les Hussards noirs des savoirs*<sup>24</sup>, outil aussi original qu'indispensable – avec son index, ses cartes et tableaux – pour accompagner la lecture de l'ouvrage. D'autres, concernant les instituteurs et institutrices militant·e·s, ont d'ores et déjà servi à la rédaction de notices pour le dictionnaire Maitron Afrique<sup>25</sup>.

<sup>24</sup> <https://bibicolaf.hypotheses.org/>

<sup>25</sup> <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?mot9745>

Un autre axe important est celui de la prise de parole des lettrés africains en contexte colonial. Celle-ci, qui n'est pas seulement militante ou littéraire, accompagne leur « conquête d'un espace public africain avant 1945 » (p. 39), date à laquelle la vie sociale et politique se libéralise avec la création de partis, syndicats, associations et journaux africains. Mais dès les années 1930, les instituteurs prennent la plume pour s'interroger sur leur statut « d'entre-deux », énoncer les difficultés de leur fonction enseignante, revendiquer à demi-mot une amélioration de leurs conditions de vie et de travail. La transformation des rapports de genre constitue une autre thématique importante, bien que plus surprenante, sous la plume des instituteurs. La question du mariage, de la famille, du divorce, de l'éducation des femmes constituait alors une préoccupation de ces élites masculines tourmentées par leurs propres projets matrimoniaux. Se gardant de qualifier ces prises de position de « féministes », l'étude montre combien les instituteurs « modernisateurs », tout en promouvant une amélioration du statut des femmes, se conformaient, à bien des égards, aux conceptions coloniales prônant une « émancipation féminine » dans le respect de la tutelle patriarcale. L'ouvrage se clôt au tournant des décolonisations, esquissant de nouvelles pistes de recherches à explorer sur la manière dont les travaux scientifiques des intellectuels africains ont pu nourrir les projets et idéaux politiques des indépendances.

En creux, la lecture de cet ouvrage pose le problème de nos propres pratiques de recherche dans les institutions d'études africaines situées au « Nord » : quelle place accordons-nous dans nos écrits à nos informateurs, traducteurs, enquêteurs africains ? Quels usages faisons-nous des savoirs produits dans les universités africaines ? L'asymétrie dans l'accès et la diffusion des savoirs, au travers des colloques et publications régis par le triptyque « Évaluation, sélection, [auto]censure » (p. 231), ainsi que la division du travail scolaire et scientifique continuent à irriguer nos pratiques. La décolonisation des savoirs constitue encore un questionnement d'actualité. Cet ouvrage nous rappelle comment les hiérarchies scientifiques ont été historiquement construites.

■ Ophélie RILLON <sup>26</sup>

---

<sup>26</sup> CNRS-LAM.